

Antisémitisme/antisionisme 2

1. Le « peuple juif », la judéité, la judaïté

Comme pour de nombreux peuples la notion de « peuple juif » repose sur des mythes : ceux véhiculés par la Bible (peuple élu, terre promise...) et ceux véhiculés par le mouvement sioniste (un peuple sans terre pour une terre sans peuple...). Ils ont légitimé la création de l'État d'Israël sur 78 % du territoire de la Palestine mandataire et le développement des colonies, à partir de 67, sur les 22 % restants pour l'État de Palestine.

Tous ces mythes sont bousculés par les récents travaux d'historiens ou archéologues israéliens. Ils contestent à la fois l'expulsion massive des Hébreux par les Romains entraînant leur exil et la présentation d'un judaïsme qui n'aurait ni pratiqué le prosélytisme, ni affronté la conversion à la chrétienté ou à l'islam.

La judéité est un sentiment d'appartenance à un « peuple juif » non déterminé par la croyance mais par l'ascendance. On écrit alors un Juif avec une majuscule comme on écrit un Arabe.

La judaïté renvoie à la dimension religieuse. On écrit dans ce cas un juif avec une minuscule comme on écrit un chrétien ou un bouddhiste. Ainsi un Juif peut être athée, musulman ou juif...

2. Les Juifs ashkénazes et les Juifs séfarades

Les Ashkénazes viennent historiquement d'Allemagne, de l'est de la France et d'Europe centrale et de l'Est.

Les Séfarades sont des Juifs d'Espagne et du Portugal, d'Italie, de Grèce, de Turquie, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. En 1492, les Rois catholiques d'Espagne expulsent tous les juifs ou les forcent à se convertir, en même temps qu'ils chassent les musulmans (même phénomène au Portugal trois ans plus tard). Beaucoup de juifs se sont réfugiés au Maghreb et dans l'Empire turc (où les non-musulmans bénéficiaient d'un statut de dhimmi) ou aux Pays-Bas.

Les Ashkénazes diffèrent des Séfarades par leurs origines, leurs coutumes y compris religieuses, leurs langues d'origine, le yiddish pour les premiers, le ladino pour les seconds.

3. Anti-judaïsme, antisémitisme, judéophobie

Ces termes sont synonymes, ils désignent le racisme antijuifs avec une connotation plus religieuse pour le premier (en France on parle de l'anti-judaïsme des catholiques) plus juridique pour le second (ce mot inventé en 1879 figure dans notre Code pénal) le troisième y ajoutant la haine et la peur.

Comme tout racisme, le racisme antijuifs est un délit.

4. Langues sémitiques, sémites et antisémitisme

Les langues sémitiques sont des langues parlées dès l'antiquité au Proche-Orient, en Afrique du nord et dans la corne de l'Afrique. Cette définition date de 1781. L'arabe et l'hébreu sont des langues sémitiques. Par extension quoique ces termes soient impropres on a coutume de dire que les Arabes et les Juifs sont des Sémites.

Quant au terme antisémite il désigne exclusivement le racisme antijuifs (cf. notre Code pénal)

5. Le sionisme, les sionismes, l'antisionisme

Le retour à Sion date de l'Antiquité, il a pour référence la Bible, il est donc par essence religieux. Le terme sioniste n'est utilisé qu'à partir de 1886.

En 1896 émerge un sionisme politique de type nationaliste qui se veut non religieux.

Dans son livre *l'État des Juifs* Théodor Herzl parle de la nécessité de créer un État pour accueillir et protéger les Juifs toujours confrontés à l'antisémitisme, des pogroms à l'est à l'affaire Dreyfus à l'ouest. Cet État sera créé, en Palestine, c'est l'État d'Israël (1947 le plan de partage de la Palestine voté par l'ONU leur attribue un territoire, 1948 Ben Gourion proclame l'État d'Israël, en 1949 cet État sera admis à l'ONU).

L'État d'Israël, voulu par des Juifs ashkénazes, à majorité socialistes et non religieux, refusé par les Juifs religieux, porte dès son origine une ambiguïté (par exemple l'état-civil est confié aux rabbins) qui éclatera après la guerre israélo-arabe de 1967 et conduira à la situation actuelle.

C'est en effet, en 1967, qu'émerge ce qu'on appelle le néosionisme, ce mouvement composé de juifs messianiques et ultranationalistes considère que toute la Palestine doit être juive. C'est dans ce contexte idéologique que la colonisation de la Cisjordanie et de Gaza est enclenchée.

Être antisioniste aujourd'hui c'est remettre en cause la légitimité de la création de l'État d'Israël, par l'expulsion des Palestiniens, sans pour autant contester son existence qui est légale depuis son admission à l'ONU en 1949. L'antisionisme est une opinion.

6. État d'Israël : « État des Juifs » ou « État juif » ?

Par Israël « État des Juifs » il faut entendre le fonctionnement actuel de cet État à savoir une population à majorité juive (80 %) et une minorité d'Arabes palestiniens ayant des droits sociaux et civiques mais souffrant de discriminations relevées par l'ONU dans 17 lois israéliennes (emprunt, accès au foncier, politique, mariage, réunification familiale, éducation...)

En revanche, Israël « État juif » porté par le gouvernement Netanyahu soulève plusieurs questions qui peuvent expliquer sa volonté de faire accepter cette nouvelle dénomination par l'autorité palestinienne :

Que deviendraient les Arabes palestiniens citoyens israéliens ?

Qu'en serait-il du « droit au retour » pour les réfugiés palestiniens de 48 ?

Ainsi en ce début du XXI^e siècle, les Israéliens sont confrontés à un choix : soit faire de leur État une démocratie plus laïque et plus égalitaire, soit affirmer son caractère juif pour devenir religieux et racialisé. De plus, c'est l'État d'Israël qui a été admis à l'ONU et non l'État juif d'Israël.

7. Lobby « juif » ou lobby « pro israélien »

Aux USA, le lobby pro israélien n'est pas synonyme de communauté juive et « lobby juif » n'est pas une expression appropriée pour caractériser les différents groupes et individus qui s'emploient à encourager le soutien américain à Israël. Le degré d'engagement aux côtés d'Israël varie considérablement parmi les juifs américains qui s'opposent pour certains à la politique israélienne ou montrent une forte indifférence à l'égard de ce pays. D'autre part, certains des individus ou des groupes qui se font particulièrement entendre sur la question d'Israël, tels que les sionistes chrétiens sont numériquement plus nombreux que les sionistes juifs. Il est donc préférable de parler de lobby « pro israélien ».

Ceci ne vaut pas que pour les États-Unis, en France, nombre de soutiens à la politique israélienne n'ont aucun lien religieux ou culturel avec le judaïsme.

Le sionisme chrétien et la question palestinienne

Au moment où Donald Trump recrute dans son équipe gouvernementale des « amis d'Israël » comme Steve Bannon connu pour son racisme et son antisémitisme, il paraît utile de rappeler la nature de la base de masse de ce nouveau stratège en chef de la Maison-Blanche que constituent les sionistes chrétiens pièce maîtresse du lobby pro israélien aux États-Unis. Quand sionisme et antisémitisme font bon ménage...

Le sionisme chrétien est un courant de pensée, structuré en plusieurs sensibilités, qui défend l'idée que les prophéties bibliques annoncent le retour complet de la population juive en Israël-Palestine. Les sionistes chrétiens militent pour ce qu'ils appellent le « rétablissement d'Israël ». Ils croient à la restauration politique et spirituelle d'Israël, sous la forme d'un État territorialisé. C'est pourquoi on les appelle aussi « restaurationnistes ». Ils rejettent l'idée que les promesses bibliques faites à l'ancien Israël sont caduques, propres à une époque lointaine (comme celle du retour d'exil de Babylone). Dans sa version contemporaine, ce mouvement est né à la fin du XIX^e siècle. Il est surtout présent aux États-Unis et en Israël.

Le sionisme chrétien se retrouve dans l'idée que la création de l'État d'Israël en 1948 correspond à un accomplissement des prophéties de la Bible. L'État contemporain d'Israël exprimerait donc un élément décisif du « plan de Dieu » dans l'histoire. S'y opposer reviendrait dès lors à s'opposer au Tout-Puissant.

Comment en est-on arrivé là ?

Après être restés en arrière-plan dans l'évangélisme américain, les chrétiens sionistes se sont progressivement imposés comme acteurs majeurs du débat israélo-palestinien à partir de 1967. Ils représenteraient aujourd'hui environ 40 millions de lecteurs de la Bible aux États-Unis, pesant lourdement sur les enjeux de la question israélo-palestinienne.

Les bouleversements politiques, démographiques, religieux, qui ont touché les peuples israélien et palestinien durant les cinquante dernières années, expliquent cette évolution. En particulier l'évolution de la géographie confessionnelle.

La première mutation est l'apparition d'un courant identifiable de Juifs de religion chrétienne. C'est après la guerre de 1967 que ce processus s'amorce, faisant voler en éclat le monolithisme religieux d'Israël. Aux États-Unis comme en Israël commence alors à se développer un petit courant de Juifs chrétiens, attaché à une double identité : juive au plan ethnique et culturel, chrétienne au plan de la foi. Ces Juifs convertis ont pris, pour la plupart, le nom de « Juifs messianiques ».

En 1967, il n'y avait aucune congrégation juive messianique dans le monde, maintenant (en 2017) il y en a environ 500. On semble loin,

ici, de la question palestinienne. Mais il n'en est rien. L'apparition d'un courant de Juifs chrétiens en Israël et hors d'Israël est devenue d'autant plus souhaitable qu'Israël paraissait s'ouvrir davantage au christianisme, en particulier dans sa version protestante évangélique (les Juifs messianiques sont presque tous évangéliques).

Parallèlement la situation religieuse des Palestiniens a évolué dans une direction opposée. Tandis qu'autour de 1950, l'identité palestinienne était assez volontiers associée, aux États-Unis, à la religion chrétienne (même si les Américains n'ignoraient pas que l'islam était largement majoritaire parmi les Palestiniens), c'est l'islam et même l'islamisme, au XXI^e siècle, qui sont massivement identifiés à la cause palestinienne. En deux générations, la part des chrétiens s'est effondrée dans la population palestinienne, tandis que le militantisme islamique s'est affirmé de plus en plus nettement à partir de la fin des années 1970, avec le déclin des idéologies séculières panarabes, du marxisme, et la popularisation du modèle iranien de « révolution islamique » globale.

Dans le schéma du « clash des civilisations » annoncé par Samuel Huntington, Israël a alors représenté, aux États-Unis, un rempart d'« occidentalité », face à la menace islamique.

On comprend alors le vif intérêt que l'État d'Israël porte à l'évolution de ces 40 millions de sionistes chrétiens, quatre à cinq fois plus importants numériquement que ce que représente la communauté juive aux États-Unis. Le poids de ce lobby sioniste chrétien, avec celui des Juifs américains, constitue le lobby pro Israël, variable géopolitique déterminante pour Israël dans la politique américaine sur la question palestinienne en particulier au sein du parti républicain.

La réponse palestinienne

Devant cette évolution à la fois politique et théologique, les chrétiens palestiniens ont réagi à partir d'une « Théologie de la Libération » développée par le mouvement œcuménique de base Sabeel.

L'enjeu de cette théologie est de donner du sens à la situation du peuple palestinien née de la création de l'État d'Israël, de l'occupation de la Palestine, avec tous les problèmes qui en découlent.

Certes il y a un sionisme chrétien international ou mondial justifiant la politique de colonisation israélienne, au nom d'arguments prétendument bibliques. Mais localement les Églises palestiniennes sont toutes solidaires de leurs compatriotes, victimes de l'occupation et de la colonisation.

Pour en savoir plus : « Du sionisme chrétien au document Kairos-Palestine », colloque, juin 2013, Éditeur : Les amis de Sabeel-France, 24, rue des teinturiers, 84000, Avignon.